



Communiqué de presse

21 Septembre 2020

Dialogue politique régional en ligne « Combattre les violences faites aux femmes et aux filles et renforcer les droits des femmes dans le contexte de la pandémie de Covid-19 »

Le dialogue politique régional sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et sur le renforcement des droits des femmes dans le contexte de la pandémie de Covid-19 s'est tenu en ligne en partenariat avec le Ministère du développement social du royaume hachémite de Jordanie, le 21 septembre 2020. Le dialogue a réuni plus de 60 décideurs, représentant·e-s ministériels, expert·e-s juridiques et expert·e-s des questions de genre, chercheur·se-s et représentant·e-s d'organisations de défense des droits des femmes de la région EuroMed.

Ce dialogue s'est tenu dans le cadre de la campagne régionale sur la tolérance zéro à l'égard des violences faites aux femmes et aux filles (VAWG), qui a été lancée par l'Initiative Féministe EuroMed (IFE) avec un consortium de neuf organisations membres, en Algérie, Égypte, Jordanie, Palestine, Tunisie, au Liban et au Maroc.

La crise du Covid-19 a mis en lumière et exacerbé les inégalités structurelles déjà existantes et les différentes réalités auxquelles les femmes et les hommes ont dû faire face pendant la pandémie. C'est en s'appuyant sur ce constat que le dialogue politique a été l'occasion d'échanger et de proposer des recommandations concrètes pour suivre et soutenir la mise en œuvre de la 4ème Déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur les droits de la femme dans le contexte des crises provoquées par la pandémie de Covid-19.

Dans son discours de bienvenue, S.E. Mme Basma Mousa Ishaqat, Ministre du développement social en Jordanie a ouvert le dialogue politique en insistant sur l'importance de la mise en place de mécanismes pour surveiller l'efficacité de la réponse des gouvernements au Covid-19. S.E. Mme Jamila El Mossali, Ministre de la solidarité, du développement social, de l'égalité et de la famille au Maroc, a souligné que le développement socio-économique ne pouvait être pleinement réalisé sans la participation active des femmes dans tous les domaines. S.E. Mme Amal Hamad, Ministre des affaires féminines de Palestine, a affirmé que l'occupation israélienne et les récents accords de normalisation avaient exacerbé les répercussions de la pandémie sur les Palestiniens et en particulier sur les femmes. S.E. Mme Marisa Farrugia, Secrétaire générale adjointe aux affaires sociales et civiles de l'Union pour la Méditerranée (UpM), a affirmé que l'UpM avait toujours placé l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la fin de la VAWG au cœur de son programme, principalement au travers des Déclarations ministérielles de l'UpM à Paris, en 2013, et au Caire, en 2017, sur le renforcement du rôle des femmes dans la société. Pour sa part, Mme Henrike Trautmann, cheffe d'unité à la direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement





(DG NEAR) de la Commission européenne a souligné l'importance du dialogue régional pour reconnaître l'impact dévastateur de la pandémie de Covid-19 sur les femmes et les filles et élaborer des réponses et des politiques efficaces. Mme Lilian Halls-French, Co-Présidente de l'Initiative Féministe EuroMed, a souligné le rôle de l'Observatoire régional de la société civile dans l'appui aux organisations de défense des droits des femmes et dans le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du processus ministériel de l'UpM.

Au cours des deux panels, les participant-e-s ont échangé leurs analyses, expériences et bonnes pratiques pour faire face aux crises. Elles-ils ont affirmé que lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles et faire progresser le programme pour les femmes, la paix et la sécurité était des nécessités dans le contexte de la pandémie de Covid-19, de ses conséquences dévastatrices sur les femmes, et à la lumière de l'augmentation drastique des taux de violence contre les femmes et les filles. Elles-ils ont souligné l'importance de l'intégration des questions de genre dans les mesures de prévention, de réponse et de sortie de crise dans le contexte du Covid-19, en particulier dans les domaines de la santé, de la participation économique, de l'éducation, des médias et de la participation des femmes aux processus décisionnels.

En outre, elles-ils ont affirmé que la réponse des gouvernements au Covid-19 devait être conforme à leurs obligations en ce qui concerne les normes des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits des femmes, conformément à leurs engagements énoncés dans la 4ème Déclaration ministérielle de l'UpM sur le renforcement du rôle des femmes dans la société (Le Caire, Novembre 2017).

Dans leurs remarques de conclusion, Mme Boriana Jonsson, Directrice exécutive de l'IFE et Mme Leila Al Ali, Co-Présidente de l'IFE ont souligné l'importance de cette discussion de haut niveau, enrichissante et indispensable, et ont confirmé que les recommandations adoptées dans le cadre du dialogue sur la politique régionale seraient présentées à l'UpM et joueraient un rôle déterminant dans les travaux de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle du Caire.

Regardez la vidéo complète du dialogue politique : <https://bit.ly/3mJgLis>

La campagne régionale sur la tolérance zéro à l'égard des violences faites aux femmes et aux filles.

Site Web et médias sociaux : www.ostik.org, [Facebook](#), [Twitter](#), [Instagram](#)

Pour plus d'informations, veuillez contacter la coordinatrice de projet, Mariam Khalaf : mariam.khalaf@efi-ife.org ou au +962 7 7070 7050

